



**PRÉFET  
DU PAS-DE-CALAIS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la coordination  
des politiques publiques  
et de l'appui territorial**

Bureau des installations classées, de l'utilité publique et de l'environnement  
Section installations classées pour la protection de l'environnement

**DCPPAT – BICUPE – SIC – MB – 2026 – I – 132**

Installations classées pour la protection de l'environnement

-----  
Commune de Graincourt-lès-Havrincourt

-----  
Société Veolia Agriculture France  
-----

**Arrêté du 29 MAI 2026 portant mise en demeure**

Le préfet du Pas-de-Calais

Vu le Code de l'environnement ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 9 mai 2023 portant nomination de Christophe MARX en qualité de secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais, sous-préfet d'Arras ;

Vu le décret du 2 décembre 2025 portant nomination de François-Xavier LAUCH en qualité de préfet du Pas-de-Calais ;

Vu l'arrêté du 10 novembre 2009 modifié fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de méthanisation soumises à autorisation en application du titre Ier du livre V du Code de l'environnement ;

Vu l'arrêté inter-préfectoral d'autorisation du 6 juillet 1999 autorisant la société SEDE Environnement, dont le siège social est situé 1, rue de la Fontainerie à Arras (62000), à exploiter une unité de compostage à partir de déchets d'origine diverse et d'une filière de valorisation en agriculture d'amendements organo-potassiques située route Nationale 30 à Graincourt-lès-Havrincourt (62147) ;

Vu l'arrêté de prescriptions complémentaires du 14 octobre 2010, délivré à la société SEDE Environnement, relatif à l'exploitation d'une unité de méthanisation située à Graincourt-lès-Havrincourt (62147) ;

Vu l'arrêté n°2025-10-232 du 22 décembre 2025 portant délégation de signature ;

Vu la visite, sur site, de l'inspection de l'environnement de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Hauts-de-France effectuée le 27 juin 2024 et son rapport d'inspection transmis à l'exploitant par courriel du 12 juillet 2024 ;

Vu la déclaration de changement de dénomination sociale du 24 septembre 2024, par laquelle la société SEDE Environnement devient la société Veolia Agriculture France ;

Vu la visite, sur site, de l'inspection de l'environnement de la DREAL Hauts-de-France effectuée le 8 avril 2026 ;

Vu le rapport de l'inspection de l'environnement de la DREAL Hauts-de-France du 21 avril 2026 suite à la visite du 8 avril 2026 ;

Vu la transmission à l'exploitant du projet d'arrêté de mise en demeure le 21 avril 2026 ;

Vu l'absence d'observations de l'exploitant ;

Considérant ce qui suit :

1. lors de la visite du 27 juin 2024, l'inspecteur de l'environnement a constaté les faits suivants :

- une installation électrique de secours est située dans la cuvette de rétention accueillant le digesteur, le post-digesteur et la cuve d'hydrolyse,
- en cas de rupture d'un réservoir, l'installation de secours pourrait être impactée.

2. ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 36 de l'arrêté du 10 novembre 2009 susvisé qui impose que :

- « [...] Les installations électriques des dispositifs de ventilation et de sécurité (torchère notamment) de l'installation (y compris celles relatives aux locaux de cogénération et/ou d'épuration) et les équipements nécessaires à sa surveillance sont raccordées à une alimentation de secours électrique. Les installations électriques et alimentations de secours situées dans des zones inondables par une crue de niveau d'aléa décennal sont placées à une hauteur supérieure au niveau de cette crue. Par ailleurs, lorsqu'elles sont situées au droit d'une rétention, elles sont placées à une hauteur supérieure au niveau de liquide résultant de la rupture du plus grand stockage associé à cette rétention. [...] ».

3. lors de la visite du 27 juin 2024, l'exploitant présente le projet de modification relatif à la méthode de valorisation du biogaz (passage en injection gaz dans le réseau). Dans ce projet, l'exploitant précise que les installations de secours seront déplacées en partie haute des installations afin d'être préservées en cas de rupture de réservoirs ;
4. lors de son rapport transmis le 12 juillet 2024 à l'exploitant, l'inspection de l'environnement demande une action corrective sous un délai de 2 mois concernant cette prescription ;
5. lors de la visite du 8 avril 2026, l'inspecteur de l'environnement a constaté les faits suivants :
  - l'installation électrique de secours n'a pas été déplacée ou surélevée,
  - l'exploitant propose des alternatives au déplacement de l'installation électrique de secours, avec présentation de documentation technique, toutefois celles-ci sont encore au stade d'étude.
6. ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 36 de l'arrêté du 10 novembre 2009 susvisé ;
7. face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société Veolia Agriculture France de respecter les dispositions de l'article 36 de l'arrêté du 10 novembre 2009 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais ;

### **Arrête**

#### **Article 1er : Objet**

La société Veolia Agriculture France, dont le siège social est situé 1, rue de la Fontainerie à Arras (62000) et qui exploite une installation de méthanisation située route Nationale 30 à Graincourt-lès-Havrincourt (62147), est mise en demeure en application de l'article L.171-8 du Code de l'environnement, de respecter les dispositions de l'article 36 de l'arrêté du 10 novembre 2009 susvisé dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.

#### **Article 2 : Sanctions**

Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1er ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8-II du Code de l'environnement.

Article 3 : Délais et voies de recours

Conformément à l'article L.171-11 du Code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R.421-1 du Code de justice administrative, il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Lille sis 5, rue Geoffroy Saint-Hilaire – CS62039 – 59014 Lille Cedex, dans un délai de 2 mois à compter de sa notification.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérécour

Citoyen » accessible par le site internet « [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) ».

Article 4 : Publicité

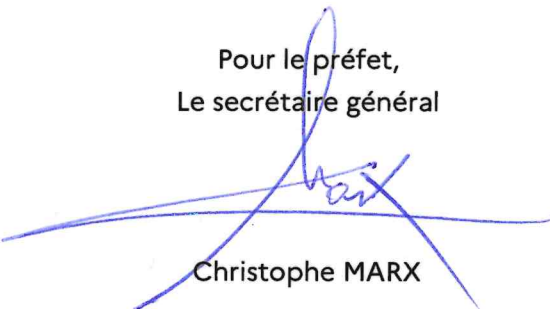
Le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Pas-de-Calais.

Article 5 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au directeur de la société Veolia Agriculture France et dont une copie sera transmise au maire de Graincourt-lès-Havrincourt.

À Arras

Pour le préfet,  
Le secrétaire général



Christophe MARX

Copie :

- au directeur de la société Veolia Agriculture France ;
- au maire de Graincourt-lès-Havrincourt ;
- au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France – UD de l'Artois.